À quelques jours du sommet de l'ONU à Copenhague, voilà qu'on apprend par la presse la sortie d'un rapport du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) selon lequel les négociations « auraient une meilleure chance de réussir » si elles prenaient en considération « la dynamique de la population, les relations entre les sexes et le bien-être des femmes ». Ce rapport n'est rien d'autre qu'une tentative écœurante de détourner nos regards des vraies causes de l'incapacité des gouvernements à relever le défi climatique.

Alors que la société civile mondiale se mobilise pour réclamer une prise en charge urgente et sérieuse du problème par le sommet des Nations unies, le FNUAP répond à voix basse par des déclarations fausses d'un point de vue (éco-)logique mais idéologiquement ciblées. En effet, l'augmentation de la population mondiale découle surtout du taux de fécondité plus élevé des femmes dans les pays du Sud. C'est donc bien vers celles-ci que le FNUAP pointe son index accusateur. Réactionnaires de tous les pays, unissez vous : Malthus est de retour ! Contre l'épuisement des ressources, contre la crise sociale et contre le changement climatique, certains de ses nouveaux adeptes auraient trouvé la solution miracle: le contrôle de la natalité des pauvres (du Sud…pour l'instant).

Pourtant, l'évolution des concentrations de gaz à effet de serre (GES) montre bien que celle-ci n'est pas essentiellement liée à la croissance de la population mais bien au mode de production. Si les pays du Sud avaient bloqué leur densité de population au niveau de 1950 tout en adoptant un niveau d'émission de CO_2 occidental, le réchauffement serait beaucoup plus grave que ce que nous connaissons. Par contre, si les émissions par habitant des pays du pays du Nord avaient été égales aux émissions par habitant des pays du Sud, le réchauffement serait nettement moins grave que ce que nous connaissons, même en l'absence de toute politique de contrôle démographique.

La population mondiale est en train de se stabiliser et c'est une bonne chose. La transition

démographique est maintenant largement entamée dans les pays du Sud, et elle évolue plus vite que prévu. Elle peut être favorisée en développant de bons systèmes de sécurité sociale et le droit des femmes à contrôler (elles-mêmes et librement) leur propre fécondité, mais ces politiques de long terme ne sauraient en aucun cas répondre à l'urgence climatique. En feignant de croire le contraire, le FNUAP ouvre la boîte de Pandore. Certains vont déjà plus loin et proposent d'attribuer des droits de procréer échangeables, sur le modèle des droits de polluer. Le Nord devrait acheter les seconds, le Sud les premiers. On voit bien ainsi que toute cette réflexion sur la population revient à inverser complètement les responsabilités historiques dans le phénomène du réchauffement. Les torchères des compagnies pétrolières exportatrices du Nigéria ont produit plus de GES que toutes les autres sources de l'Afrique sub-saharienne réunies. La déforestation dans les pays pauvres est principalement causée par l'exploitation commerciale du bois, de la viande et des aliments pour animaux destinés à la consommation des pays riches.

D'où vient cette irruption de la démographie dans le débat climatique ? d'une sordide approche coûts-bénéfices. Selon des recherches de la LSE (London School of Economics) chaque somme de 7$ dépensée pour un planning familial d'ici 2050 permettrait d'économiser plus d'une tonne de CO_2 dans le monde. Tandis qu'obtenir le même résultat grâce aux technologies vertes coûterait 32$. En mai, le Sunday Times révélait que « plusieurs milliardaires américains s'étaient rencontrés secrètement » afin de décider quelle bonne œuvre ils allaient défendre. « Un consensus a émergé : il fallait s'attaquer à la croissance démographique, dénoncée en tant que menace environnementale, sociale et industrielle potentiellement désastreuse. »

Parce qu'ils refusent de réduire leur course au profit et leur surconsommation, donc la croissance qui nécessite toujours plus d'énergie, ces Messieurs décident d'une part de développer des technologies dangereuses (charbon abusivement qualifié de « propre », nucléaire et agro-carburants), et, d'autre part, de limiter le nombre de naissances dans les pays pauvres. La tentative de freiner le réchauffement par des mécanismes marchands montre ici son vrai visage. Et cela risque de n'être qu'un début. Car, à tout prendre, le moyen le moins cher de réduire les émissions, c'est de laisser les catastrophes climatiques et les guerres qui pourraient en découler supprimer quelques centaines de millions d'êtres humains. C'est ce que suggérait il y a quelque temps un rapport pour le Pentagone…

Il est inacceptable que les intérêts capitalistes l'emportent ainsi sur les besoins fondamentaux du genre humain à court, moyen et long terme. Une autre voie est possible et nécessaire : le gaspillage d'énergie et les productions nuisibles ou inutiles constituent un réservoir immense de réduction des émissions. Nous disposons de ressources énergétiques renouvelables et de savoirs qui permettent de satisfaire les besoins fondamentaux de toutes et tous, aujourd'hui et demain. S'il a été possible de trouver plus de 3000 milliards de dollars pour sauver le système bancaire, il doit être possible de trouver les 1300 milliards annuels nécessaires pour entamer

une transition écologique sous contrôle démocratique afin de sauver notre climat et d'aider celles et ceux qui subissent les premiers dégâts. Pour répondre au défi du dérèglement climatique et des graves inégalités sociales, nous devons donc redistribuer les richesses et partager les biens communs de l'humanité que sont les ressources naturelles (l'eau, l'air, la terre) et les savoirs. Sous peine de subir un recul démocratique et humain sans précédent.

Daniel Tanuro (Climat et Justice Sociale), Sandra Invernizzi (Climat et Justice Sociale, Mauro Gasparini (JAC), Mateo Alaluf (Sociologue, professeur à L'ULB), Isabelle Stengers (Philosophe), Jean François Pontegnie (Climat et Justice Sociale)

Texte publié comme Carte blanche dans Le Soir du mercredi 9 décembre 2009.